

« La terre n'est qu'un seul pays et tous les hommes en sont les citoyens » – Bahá'u'lláh

SOMMAIRE

Revue de la Communauté
Internationale Bahá'ie
Numéro 53-54
2/2005



2

Perspective : L'extrême
pauvreté, un défi à relever.



4

A l'ONU, des femmes
défendent les acquis de
Beijing.



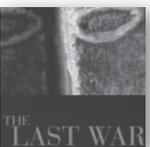
10

En Australie, les bahá'ís
offrent des cours dans
les écoles publiques.



14

En Israël, restauration
d'un lieu historique.



20

Livre : *The Last War -
Racism, Spirituality and
the Future of Civilisation.*

Au Swaziland, l'inventeur d'un four à faible consommation d'énergie espère sauver une « forêt virtuelle »



Crispin Pemberton-Pigott, principal
inventeur du four Vesto.



Coupe d'un four Vesto. Le four est fabriqué
à partir d'un bidon de peinture de 25 litres.

MATSAPHIA, Swaziland – Alors qu'il était en train d'inventer un nouveau four à bois peu consommateur d'énergie et destiné aux pays en développement, Crispin Pemberton s'est mis à imaginer une « forêt virtuelle ».

Les défenseurs de la forêt parlent souvent de « générateurs virtuels » quand ils nous expliquent comment on peut faire des économies d'électricité. Et c'est ainsi qu'il s'est mis à imaginer combien d'arbres pourraient être sauvés avec son invention de four à bois bon marché et néanmoins très efficace.

« Le four Vesto est né d'une sorte de pari qui consistait à voir si je pouvais commercialiser un four d'un genre nouveau qui contredirait les sceptiques pour lesquels un four de qualité ne peut pas être bon marché », dit M. Pemberton-Pigott, directeur de New Dawn Engineering, une société d'étude et de fabrication qui dessert l'Afrique australe.

« Si cela pouvait marcher, un très grand nombre de personnes n'auraient plus à se donner le mal d'abattre des arbres avant d'en replanter d'autres pour se chauffer. C'est ce qui m'a donné l'idée de forêt virtuelle. »

M. Pemberton a gagné son pari. Le four ne brûle qu'un quart du bois habituellement nécessaire pour faire la cuisine et ne dégage pratiquement pas de fumée. New Dawn a vendu plus de 1 000 fours depuis son invention début 2002.

En 2004, il a reçu le prix du Design Institute of South Africa qui l'a qualifié d'invention remarquable répondant au label international de qualité le plus élevé. L'inventeur a expliqué lors de la remise du prix que « le prix de vente relativement peu élevé du four Vesto le met à la portée des plus pauvres ».

Les critères retenus étaient l'innovation, le rapport qualité/prix, la performance, la sécurité et l'ergonomie, l'incidence sur l'environnement ainsi que l'aspect et la facilité d'installation et d'entretien.

Swaziland, suite page 7

publié en allemand, anglais, chinois, espagnol, français et russe, est une revue trimestrielle de la Communauté internationale bahá'íe. Celle-ci est une Organisation internationale non gouvernementale qui représente l'ensemble des bahá'ís à travers le monde.

Pour plus de renseignements sur les sujets traités par cette revue, ou sur la communauté bahá'íe et son action dans le monde, veuillez contacter :

ONE COUNTRY
Communauté internationale bahá'íe

45, rue Pergolèse

75116 Paris

FRANCE

Tél.: +33 (0) 1 45 00 49 32

Fax: +33 (0) 1 45 00 49 35

Courrier électronique :

opiparis@club-internet.fr

ou le Centre national bahá'í de votre pays

Web : www.bahai.org
www.bahaiworldnews.org

Directeur de publication :
Ann Boyles

Rédacteur en chef :
Brad Pokorny

Responsable de l'édition française :
Christine Samandari-Hakim

Comité de rédaction :
Galina Tumurova (Moscou)
Elizabeth Lheure (Madrid)
Jens-Uwe Rahe (Langenhain)
Kong Siew Huat (Macao)
Guilda Walker (Londres)

Rédaction et réalisation technique de l'édition française :
Caroline Avanzo

Abonnement 15 Euros

Pour les abonnements, s'adresser à l'une des adresses mentionnées ci-dessus. Tous droits de reproduction sont réservés à la Communauté internationale bahá'íe.

Toutefois, les articles ou extraits de textes peuvent être reproduits avec la mention :
« Reproduction de One Country, revue publiée par la Communauté internationale bahá'íe. »

© 2005 par la Communauté Internationale Bahá'íe.

© 2005 Librairie bahá'íe pour l'édition française.

ISSN 1145-4644

L'extrême pauvreté : un défi à relever

Aussi loin que l'on puisse se souvenir, à tous les peuples, même les plus bienveillants, ont écarté le problème de l'extrême pauvreté, trop accablant, trop vaste et trop complexe.

Or aujourd'hui, 265 experts du développement et économistes ont déclaré que nous avons la possibilité de mettre fin à l'extrême pauvreté en 20 ans.

Dans un plan exposé dans le rapport du Projet du Millénaire, ils expliquent que les connaissances sur les méthodes et les technologies du développement sont aujourd'hui suffisantes pour réussir enfin à mettre un terme aux souffrances des plus pauvres parmi les pauvres. Le monde, lit-on dans le rapport, doit progresser dans l'unité et la coordination et les nations riches doivent tenir leurs engagements financiers.

C'est là une idée audacieuse, et pourtant...

Selon la Banque mondiale, 1,1 milliard de personnes vivent dans des conditions d'extrême pauvreté, c'est-à-dire avec moins de un dollar américain par jour. Le chef du Projet du Millénaire, Jeffrey Sachs, décrit l'extrême pauvreté de la façon suivante dans son nouvel ouvrage, *The End of Poverty* :

« L'extrême pauvreté c'est l'impossibilité pour les ménages de satisfaire leurs besoins les plus élémentaires. Ils souffrent chroniquement de la faim, ne peuvent accéder aux soins de santé, n'ont pas d'installations d'eau potable et d'assainissement ni les moyens d'envoyer leurs enfants à l'école ; peut-être manquent-ils aussi d'un abri rudimentaire, d'un toit pour se protéger de la pluie, d'une cheminée pour évacuer la fumée de leur réchaud de cuisine - et enfin des éléments d'habillement aussi indispensables que des chaussures. »

Environ 55 euros par personne et par an permettraient de les sortir de la misère. Cette somme suffirait pour pousser les pauvres au premier échelon de ce que l'on appelle « l'échelle du développement », après quoi ils pourraient commencer à gravir seuls les échelons suivants.

Cette somme, qui correspond à environ

125 milliards d'euros par an pendant les 20 années à venir, représente moins que les 0,7 % du PNB national que les nations développées du monde ont promis de consacrer ensemble au développement lors de diverses conférences de l'ONU.

Même si ce nouveau plan avait une petite chance de mettre fin à l'extrême pauvreté, cela nous mettrait devant une obligation morale encore plus haute pour agir.

Bien que le bilan des efforts de développement déployés par la communauté internationale soit mitigé - l'échec de différents plans plus ambitieux les uns que les autres a en effet fortement découragé les donateurs - l'analyse approfondie et détaillée que l'on trouve dans le Projet du Millénaire nous pousse à l'examiner de plus près.

La Communauté internationale bahá'íe est depuis longtemps convaincue que l'on pourra un jour éliminer la pauvreté. Il y a plus de 100 ans, Bahá'u'lláh, le fondateur de la foi bahá'íe, annonçait que l'humanité était entrée dans un nouvel âge de maturité et qu'il allait être enfin possible de se lancer dans des entreprises collectives à l'échelle mondiale menant à la paix et à la prospérité universelles.

La communauté bahá'íe a maintes fois rappelé les principes qui lui paraissent essentiels pour la poursuite du développement économique et social. Nombre d'entre eux sont repris dans le Rapport du Millénaire.

Il cite, par exemple, l'importance de l'éducation, le rôle des femmes dans le processus du développement, la participation des communautés locales et l'engagement de la société civile. Le Rapport souligne également qu'il est important de tirer parti de la science et de la technologie dans les processus de développement et d'encourager la bonne gouvernance.

La communauté bahá'íe a toujours insisté sur l'importance de ces questions. Un point primordial n'est cependant pas clairement abordé dans le rapport : l'importance des principes spirituels en tant que force motrice du développement.

Alors que le monde envisage de se lancer

dans une action à grande échelle, coordonnée au niveau international telle que proposée dans le Projet du Millénaire pour le développement, il convient de rappeler la nécessité de se placer dans une perspective spirituelle.

Une approche purement matérialiste du développement ne tient pas compte d'une partie essentielle de la nature humaine et se prive ainsi du pouvoir de motivation que possède l'esprit humain. Un matérialisme débridé ouvre la voie à la corruption, aux excès et à d'autres maux qui expliquent l'échec des grands projets de développement.

Les bahá'ís pensent que si l'on parvenait à s'inscrire dans une dimension spirituelle, on pourrait plus facilement surmonter ces difficultés. Par exemple, si le principe d'égalité de l'homme et de la femme était élevé au niveau d'un principe spirituel, il serait plus facile d'avoir de l'emprise sur les comportements de supériorité et de soumission encore bien souvent enracinés.

Par ailleurs, les enseignements bahá'ís insistent sur l'idée de travail utile - élevé au rang d'adoration - qui doit être un moteur dans des régions où le développement est souvent freiné par une éthique du travail peu rigoureuse.

A ce propos, Bahá'u'lláh a écrit : « Il incombe à chacun de vous de se livrer à une occupation telle que l'artisanat, le commerce ou toute autre activité [...] Ne gaspillez pas vos heures dans l'oisiveté et la paresse mais consacrez-vous à ce qui vous profitera à vous et aux autres. »

L'importance de la « participation populaire » est devenue un leitmotiv. Elle désigne la prise en main par les populations de leur propre développement. Les bahá'ís souscrivent entièrement à ce principe mais vont même plus loin en affirmant depuis longtemps que sans la participation des populations locales, les efforts de développement continueront à être dictés uniquement d'en haut et finiront presque inévitablement par s'étioler et par échouer.

Trop souvent, les acteurs extérieurs du développement sont involontairement responsables de cet échec. Malgré de bonnes intentions, ils ont tendance à laisser entendre, parfois de manière subtile, qu'eux seuls savent ce qui convient le mieux aux communautés locales.

Lorsque tous les participants reconnaissent le principe de l'unité de l'humanité, une vraie réciprocité s'engage, et le succès des programmes d'aide au développement est alors d'avantage assuré. Mise à part le fait qu'il rend le Projet du Millénaire plus cohérent, le respect des principes spirituels

sous-jacents représente une contribution importante à l'éradication de la pauvreté.

L'aide extérieure est présentée dans ce projet comme un élément primordial de l'approche choisie. Les économistes du plan sont fermement convaincus que ceux qui vivent dans l'extrême pauvreté ne peuvent s'en sortir par eux-mêmes. En termes économiques, leurs moyens, financiers, humains, et matériels sont insuffisants pour dépasser le niveau de la subsistance. Non seulement l'argent se dévalorise, rongé par l'inflation, mais le capital humain lui aussi se déprécie, les hommes étant diminués par la vieillesse ou la maladie, sans parler du capital environnemental qui s'érode également. Dans ces conditions, il est évident que sans aide extérieure ces populations s'enfonceront de plus en plus dans la misère.

En d'autres termes, les pauvres ne peuvent en aucun cas s'élever dans l'échelle sociale si on ne leur présente pas d'échelle.

Or, les pays riches n'ont pas tenu leurs promesses. Selon le rapport, ils consacrent en moyenne uniquement 0,2 pour cent de leurs richesses à l'aide internationale au développement. S'agissant de leur développement interne, ces mêmes pays consacrent jusqu'à 30 pour cent de leur PNB à l'éducation, l'infrastructure, la santé et d'autres « biens collectifs » dans le but d'élever encore davantage leurs sociétés sur l'échelle du développement.

Sur le plan politique, les dirigeants des pays riches ont le sentiment que leurs électeurs ne sont généralement pas prêts à consentir les sacrifices nécessaires pour accroître leur aide à des pays étrangers.

Une fois encore, les bahá'ís pensent qu'une approche spirituelle de la question permettrait de consentir quelques sacrifices. Faut-il rappeler que toutes les religions du monde considèrent l'aide aux pauvres comme un principe moral supérieur. La foi bahá'íe ne fait pas exception. Bahá'u'lláh a écrit : « Quant à ceux qui possèdent la richesse, ils doivent marquer aux pauvres les plus grands égards, car grand est l'honneur que Dieu réserve aux destitués dont la patience sera restée inébranlable. »

Toutes les religions prônent la règle d'or : « aime ton prochain comme toi-même ». Les bahá'ís élargissent ce sens du prochain à toute la planète. Nous vivons aujourd'hui dans un village planétaire et la souffrance d'un seul est la souffrance de tous.

Imaginez les ressources qui pourraient être libérées si les citoyens des pays riches adoptaient ce principe. Dans les mots de Bahá'u'lláh, « La terre n'est qu'un seul pays et tous les hommes en sont les citoyens ». ☀

***Nous vivons
aujourd'hui dans
un village
planétaire et la
souffrance d'un
seul est la
souffrance de tous.***

Des femmes se rassemblent à l'ONU pour défendre les acquis de Beijing

Journée internationale de la femme à l'ONU le 4 mars 2005. Bani Dugal, deuxième à partir de la gauche, représente la Communauté internationale bahá'íe auprès des Nations Unies.



NATIONS UNIES – Pendant deux semaines, au mois de mars dernier, les halls imposants du bâtiment de verre et d'acier des Nations Unies ont changé radicalement d'aspect et d'atmosphère.

Des milliers de femmes représentant des organisations locales du monde entier ont déferlé dans ce centre de la diplomatie internationale y apportant une bigarrure qui n'était pas sans rappeler l'effervescence de la conférence de Beijing, il y a une dizaine d'années.

Drapées dans des saris indiens multicolores, des boubous africains de couleurs vives, ou encore coiffées d'un foulard, les femmes se sont massées dans les salles de conférence du sous-sol ou les halls de l'étage supérieur pour défendre les droits et prérogatives chèrement acquis en 1995 à la Quatrième Conférence mondiale sur les femmes.

A la 49^e session de la Commission de la condition de la femme, ces femmes ont réussi à obtenir des gouvernements une déclaration claire réaffirmant les engagements pris à Beijing et rattachant les promesses de Beijing aux objectifs du Millénaire pour le développement.

Dans sa déclaration, la Commission dit

que : « La mise en œuvre pleine et entière de la Déclaration et de la Plate-forme d'Action de Beijing est essentielle pour atteindre les objectifs du développement approuvés par la communauté internationale, notamment ceux contenus dans la Déclaration du Millénaire. » La Commission a aussi adopté 10 résolutions visant à promouvoir l'amélioration de la condition de la femme.

« Sans aucun doute, la participation de milliers de femmes au processus d'examen de Beijing a eu un impact sur les gouvernements », dit Bani Dugal, présidente du Comité des ONG sur la condition de la femme. « La diversité des femmes représentées, ainsi que la participation de jeunes femmes, a démontré la vitalité du mouvement mondial des femmes et sa détermination à obliger les gouvernements du monde à respecter les promesses faites à Beijing. »

Mme Dugal, qui est aussi la principale représentante de la Communauté internationale bahá'íe auprès des Nations Unies, estime à plus de 2 700 le nombre de femmes représentant des ONG qui ont participé à la Commission, chiffre record pour la participation d'ONG à une commission de l'ONU.

Evaluation de Beijing

La conférence de Beijing de 1995 représente indiscutablement une étape décisive dans les efforts internationaux destinés à promouvoir l'amélioration de la condition de la femme. Représentant 189 nations, des femmes ont adopté une déclaration générale et une Plate-forme d'Action visant à lancer une campagne mondiale en faveur d'une participation entière des femmes à égalité avec les hommes tant dans leur vie privée que dans la vie publique, et ce dans le monde entier.

Tenue en septembre 1995, la conférence a été l'une des réunions internationales les plus importantes jamais organisées sous les auspices des Nations Unies, enregistrant quelque 17 000 participants. Nombre d'entre eux représentaient des organisations non gouvernementales lesquelles ont tenu un forum parallèle auquel plus de 20 000 personnes ont participé.

En plus d'un agenda général sur l'autonomisation des femmes, la Déclaration et la Plate-forme d'Action de Beijing ont examiné 12 domaines cruciaux pour les femmes : la pauvreté, l'éducation, la santé, la violence contre les femmes, les conflits armés, les perspectives économiques, le partage du pouvoir et de la prise de décision, les mécanismes pour promouvoir l'avancement des femmes, les droits fondamentaux, les médias, l'environnement et, enfin les fillettes.

La Commission de 2005 devait examiner les progrès enregistrés par les gouvernements dans la mise en œuvre de la Plate-forme d'Action. Elle a constaté que le bilan était en définitive mitigé.

Environ 95 gouvernements, représentés essentiellement au niveau ministériel, ont pris la parole en session plénière au cours de la première semaine. Les progrès enregistrés dans la mise en œuvre des objectifs de la Plate-forme de Beijing ont été largement évoqués, mais nombre d'intervenants n'ont pas caché ses insuffisances.

« Malgré de nombreux succès, nous reconnaissons qu'il reste encore des lacunes et des problèmes : la proportion élevée de femmes parmi les pauvres, la forte prévalence du VIH/sida chez les femmes, la faible participation des femmes à la prise de décision à tous les niveaux, la violence incessante contre les femmes, y compris la traite des femmes et des enfants, la discrimination sexuelle, et l'absence de données et statistiques différenciées hommes/femmes », dit Meutia Farida Hatta Swasono, ministre d'Etat indonésienne chargée des droits des femmes.

Les discussions ont porté sur le rapport du Secrétaire général des Nations Unies qui a présenté sommairement les progrès et les échecs dans la mise en œuvre des objectifs de Beijing. Le mérite de Beijing aura été d'encourager partout dans le monde un changement radical des attitudes par rapport aux droits des femmes, dit-il.

Dans ce rapport, il est dit : « Ces dix dernières années, la condition et le rôle des femmes ont connu un changement significatif à l'échelle mondiale, bien qu'à un rythme inégal selon les régions. »

Pourtant, on lit plus loin que « un large fossé demeure entre la théorie et la pratique dans la promotion de l'égalité entre les sexes ».

Parmi les points positifs détaillés dans le rapport, on notera l'accent mis sur les droits de la femme en tant que droits inhérents à la personne humaine, l'engagement des gouvernements à respecter les quotas féminins et l'adoption d'une législation au niveau national pour éliminer la discrimination et promouvoir l'égalité entre les sexes.

Le rapport dit aussi que « les gouvernements ont également noté un accroissement du nombre d'organisations et de réseaux de femmes qui jouent un rôle très important, par exemple dans la lutte contre la violence à l'égard des femmes. [...] Ils ont aussi remarqué que la collaboration était plus étroite avec les ONG et les groupes et réseaux de la société civile ».

Par ailleurs, le rapport constate une amélioration des statistiques en ce qui concerne la fréquentation scolaire des filles, la pauvreté des femmes, la santé des femmes et la représentation des femmes dans la vie publique.

Insuffisances dans la mise en œuvre

Dans le même temps, le rapport repère de nombreuses insuffisances dans la mise en œuvre du Plan d'Action, notamment la faible représentation des femmes aux postes de décision, des pratiques discriminatoires persistantes ou encore une inégalité marquante dans les salaires.

« La violence contre les femmes, dont la violence conjugale, est considérée comme un problème majeur dans le monde entier, plusieurs pays africains faisant état encore aujourd'hui de pratiques exécrables. [...] Dans certaines régions, en particulier en Afrique, dans certaines parties d'Asie et d'Amérique latine ainsi que dans les Caraïbes, les gouvernements relèvent des niveaux de pauvreté nettement plus élevés chez les femmes et un accès insuffisant de ces dernières aux richesses économiques ou à leur contrôle. »

Les progrès enregistrés dans la mise en œuvre des objectifs de la Plate-forme de Beijing ont été largement évoqués, mais nombre d'intervenants n'ont pas caché ses insuffisances.

Ce rapport et d'autres recensent aussi plusieurs nouveaux domaines de préoccupation concernant en particulier les droits des femmes et l'amélioration de leur condition dans le monde entier. Les discussions ont porté en particulier sur l'incidence du VIH/sida et les conséquences des guerres et des conflits sur les femmes, et il est reconnu que, d'une manière générale, la traite des femmes redevient un sujet de préoccupation dans le monde entier.

« Le VIH/sida continue à poser un obstacle sérieux à la concrétisation des objectifs visant l'amélioration du sort des femmes », selon Glenda Simms, directrice générale du Bureau des affaires féminines en Jamaïque. « Les statistiques montrent que le taux d'infection et la propagation de l'épidémie sont aujourd'hui plus élevés chez les femmes et les filles dans de nombreux pays. »

« Pour la majorité des femmes des pays en développement », dit-elle, « l'accès à un traitement financièrement abordable demeure un problème important. Le nombre croissant d'enfants orphelins à cause de la maladie ou montrés du doigt parce qu'ils sont infectés par le virus sont également des questions qu'il convient de résoudre rapidement. Nous ne devons par conséquent épargner aucun effort dans la lutte contre la propagation du VIH/sida. »

Un sujet de préoccupation : la violence

« Les actes de violence contre les femmes, tant dans leur vie privée que dans la vie publique, sont une violation de leurs droits en tant qu'êtres humains », dit Juliana di Tullio, représentante spéciale de l'Argentine sur les questions des femmes, qui parlait aussi au nom du Groupe de Rio. « L'un des principaux objectifs des pays de notre région vise à concevoir des politiques adéquates pour éliminer toutes les formes de violence contre les femmes, en particulier la violence conjugale, tant physique que psychologique. »

En sa qualité d'ambassadrice, Madame Tullio dit qu'il faut prévoir toutes sortes de mesures - participation des garçons et des hommes, campagnes publiques d'information et renforcement des services sociaux. « Nous ne tolérerons aucune forme de violence contre les femmes et les filles. »

Un lien est établi dans la déclaration entre la Plate-forme et les objectifs du Millénaire pour le développement. Il est dit en effet que « la mise en œuvre pleine et entière de la Déclaration et de la Plate-forme de Beijing est essentielle pour atteindre les objectifs du développement, tels qu'ils ont

été approuvés au plan international, y compris ceux contenus dans la Déclaration du Millénaire. »

« Le point positif, c'est que tous les 191 membres de l'Organisation des Nations Unies ont réaffirmé leur engagement en faveur de la Plate-forme de Beijing qui affirme que les objectifs du Millénaire pour le développement ne peuvent être remplis aussi longtemps que les Etats Membres ne consacrent pas leurs efforts à l'amélioration de la condition de la femme dans leurs pays », dit Mme Dugal.

Elle ajoute : « Sachant que les objectifs du Millénaire pour le Développement visent en définitive à réduire la pauvreté de moitié d'ici à 2015, et que les femmes et les enfants souffrent le plus de la pauvreté, il est important de reconnaître que, faute d'agir pour améliorer la condition des femmes, les pays ne pourront pas remplir cet objectif. »

Les ONG bénéficient de mesures inhabituelles

L'une des particularités de la conférence de Beijing aura été le haut niveau de participation des ONG et l'engagement qu'elles ont pris dans la Plate-forme d'Action de poursuivre leur partenariat avec la société civile pour examiner les questions propres aux femmes.

Les organisations et mouvements féministes ont manifesté un intérêt évident. Environ 2 700 organisations non gouvernementales étaient présentes, soit près d'un millier de plus par rapport au nombre enregistré à Beijing + 5 à New York en 2000 et environ 1 700 de plus que pour une réunion ordinaire. Pour répondre à cette affluence record, l'ONU a pris quelques mesures inhabituelles lui permettant de résoudre le problème d'espace.

« Le secrétariat de la Commission s'est beaucoup investi pour que la participation des ONG soit aussi large que possible », dit Bani Dugal. L'une des principales préoccupations des ONG était d'empêcher les gouvernements de renégocier ou de reprendre les engagements pris à Beijing en faveur des droits des femmes.

« Ce que nous avons réussi à démontrer, notamment par le seul nombre des femmes présentes au Forum, c'est que le mouvement féministe est bien vivant et actif », dit Charlotte Bunch, Directrice du Center for Women's Global Leadership à la Rutgers University. « Nous représentons toujours une force mondiale et la Plate-forme d'Action de Beijing a ses partisans. Elle n'est pas qu'un document, elle représente aussi la vie, le sang, la sueur et les larmes des femmes du monde entier. »

« [La Plate-forme d'Action de Beijing] n'est pas qu'un document, elle représente aussi la vie, le sang, la sueur et les larmes des femmes du monde entier. »

**- Charlotte Bunch,
directrice du Center
for Women's Global
Leadership**

Au Swaziland, l'inventeur d'un four espère sauver une « forêt virtuelle »

Swaziland, suite de la page 1

« C'est la plus haute distinction décernée en Afrique en matière de design », dit M. Pemberton-Pigott. Ce prix consacre la réputation de Crispin Pemberton-Pigott et de sa société considérée comme l'une des sociétés de technologie « adaptative » les plus inventives au monde.

Fondée par M. Pemberton-Pigott et son épouse en 1984, New Dawn fabrique toute une gamme de machines simples et efficaces qui sont livrées à des villages d'Afrique et à d'autres régions en développement. En plus du four Vesto et d'autres types de fours, la société fabrique aussi des presses à huile manuelles, des broyeurs de pierres, des machines à fabriquer des clôtures ainsi que des moules à briques ou à tuiles.

« Nous sommes convaincus qu'un matériel qui nécessite beaucoup de main-d'œuvre et un développement économique et social vertueux peut non seulement stimuler les pays en voie de développement mais aussi préfigurer un avenir meilleur pour l'humanité », dit-il. « De nos jours, l'action doit primer sur les paroles. »

Crispin Pemberton-Pigott, qui a quitté le Canada pour s'installer en Afrique il y a 28 ans, dit que c'est la pratique de la foi bahá'íe qui lui a donné l'idée de fabriquer des machines que les villages africains auraient les moyens de s'offrir.

Le four portatif Vesto, qui marche au bois et au fumier, dégage beaucoup moins de fumée que les fours classiques. Le fumier, en particulier, est bien connu pour ses faibles émissions de fumée. Il est utilisé en Afrique où il n'y pas d'autre combustible.

Le génie de M. Pemberton-Pigott tient dans la conception même du four qui préchauffe l'air entrant, lequel est réutilisé pour isoler thermiquement le feu et empêcher une déperdition de chaleur. « L'efficacité d'un combustible d'aussi mauvaise qualité que le fumier est ainsi multipliée par six », dit-il.

Le Vesto possède trois conduits d'air secondaires, ce qui lui permet de fonctionner à la fois comme un producteur de charbon et comme un four à charbon, à bois ou à fumier. Une autre caractéristique du four est qu'il est simple à fabriquer. « Nul besoin d'usinage compliqué et coûteux ni d'investissements ruineux. Un grand

nombre de fours nouveaux sont si compliqués qu'il est quasiment impossible de les fabriquer avec des moyens modestes. Avec ce four, nous avons recherché la simplicité et l'efficacité maximales. »

Fabriqué à partir d'un bidon de peinture de 25 litres, le four se vend au prix de 24 euros. Il permet non seulement de mieux brûler le combustible – avantage appréciable dans une région où il est de plus en plus difficile d'entretenir les forêts – mais offre également une sécurité tout à fait nouvelle. « Les fours classiques posent des problèmes de sécurité sanitaire pour les femmes et les enfants », dit Crispin Pemberton-Pigott. « Le Vesto, lui, est sans danger parce qu'il n'est pas très chaud au toucher. » Contrairement à un four à pétrole, la chaleur est contenue dans un récipient isolé qui reste froid à l'extérieur et conserve la chaleur si l'on rabat le couvercle.

Par ailleurs, le fait que le four puisse brûler n'importe quel combustible, animal ou végétal, dispense de l'utilisation du charbon qui est coûteux. L'inventeur explique sa démarche : « Les villes africaines brûlent des quantités énormes de charbon, lequel est produit à un taux de conversion énergétique très bas au dépens des forêts vierges. Personne n'a jamais réussi à faire revenir au bois une population urbaine habituée au charbon. Si on y arrivait, on sauverait des portions entières de forêts car le bois est beaucoup plus efficace que le charbon en termes de chaleur produite. Il fallait donc un four qui fonctionne à la fois au charbon et au bois. »

Le Centre Moya pour orphelins et enfants en situation de précarité du Swaziland vient de recevoir un don de quatre fours Vesto destinés aux enfants qui sont aussi chefs de familles. « Ces enfants utilisaient du bois de chauffage et cuisaient leurs aliments en plein air », dit Jane Cox, directrice du Centre Moya. « Leurs 'cuisines' étaient enfumées et malsaines. »

« Je suis revenue dans ces foyers depuis qu'ils ont reçu les fours et tout le monde a été unanime. Ils n'utilisent qu'une portion du bois dont ils avaient besoin auparavant et le résultat est sans appel : l'eau bout en 10 minutes et il n'y pas de fumée. Quand ils parlent du Vesto, les enfants sont rayonnants. » ☀

« Les villes africaines brûlent des quantités énormes de charbon, lequel est produit à un taux de conversion énergétique très bas au dépens des forêts vierges. Personne n'a jamais réussi à faire revenir au bois une population urbaine habituée au charbon. »

- Crispin Pemberton-Pigott, New Dawn Engineering

Laissez étudier les bahais !

Article paru dans *Le Monde*

En Iran, les membres de cette importante minorité religieuse sont interdits d'université. Quinze intellectuels et scientifiques de France et d'ailleurs lancent ici un appel pour que cesse une discrimination intolérable.

Les journaux ont rapporté récemment l'indignation des gouvernements de nombreux pays, dont le nôtre, quand Mahmoud Ahmadinejad déclarait, le 26 octobre 2005, vouloir rayer Israël de la carte. Cette déclaration du président nouvellement élu de la République islamique d'Iran, ne devrait pourtant étonner personne. Elle ne fait que révéler ce qui est le fondement de la nouvelle société iranienne. Depuis vingt-cinq ans, le régime islamique iranien nie l'existence de ceux qu'il ne veut pas voir, qu'ils vivent hors d'Iran ou sur son sol.

Ainsi le régime iranien actuel pratique la discrimination selon des critères religieux. Il reconnaît deux catégories de citoyens : les musulmans chiïtes – et, dans une moindre mesure, les sunnites – et les fidèles de religions antérieures à l'islam (zoroastriens, juifs et chrétiens), citoyens de seconde zone. Les autres, en particulier les bahais, les agnostiques et les athées, sont des non-citoyens.

Les fidèles de la religion bahaïe sont ainsi décrits par Antoine Spire dans la Chronique d'Amnesty de Février 1993 : ils cherchent “à concilier science et religion” et à promouvoir à la fois “l'égalité de l'homme et de la femme, l'abandon des préjugés de classe, de race et de religion, en s'appuyant sur une éducation universelle obligatoire, chacun étant incité à rechercher personnellement la vérité”. En Iran, les bahais sont victimes de ségrégation à tous les stades de leur vie. Il en est une qui nous préoccupe, nous chercheurs et enseignants : ils n'ont pas droit aux études supérieures.

Depuis vingt-cinq ans, les fils et les filles de la minorité religieuse la plus importante du pays se contentent du baccalauréat. En Iran, c'est ainsi. Pour avoir le droit de s'inscrire à l'université, il faut s'y présenter comme musulman, juif, zoroastrien, ou chrétien, seules religions reconnues. Les autres citoyens n'existent pas. Les bahais refusent, par principe, de feindre la conversion. Ils n'ont donc pas droit aux études. Depuis vingt-cinq ans, une génération, et la rentrée 2005 n'a pas failli à la règle. Nous, chercheurs et enseignants de France et d'ailleurs, refusons de nous y résigner.

Nous, qui avons eu la chance de poursuivre les études qui nous ont fait ce que nous sommes, voulons rappeler ici une évidence : l'accès à la connaissance est un droit fondamental de la personne humaine. Et nous ne pouvons que regretter que le gouvernement iranien, après avoir promis “de rendre accessible à tous, en pleine égalité, en fonction des capacités de chacun, l'enseignement supérieur, sans discrimination”, y compris “religieuse”, en signant la convention de l'Unesco contre la discrimination dans l'éducation, manque à sa parole.

De quoi s'agit-il ? Depuis l'avènement de la République islamique en 1979, les quelque 300 000 bahais d'Iran sont considérés comme des “*infidèles non protégés, (...) des non-personnes, et n'ont ni droits, ni protection*”, indique la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH) dans son rapport de 2003 sur les discriminations religieuses en Iran. Ils n'ont pas le droit de percevoir de retraite, d'être fonctionnaires, d'inscrire un nom sur la tombe de leurs défunts, d'hériter, de se réunir pour pratiquer leur culte. Leurs lieux saints et leurs cimetières sont détruits. Les biens de nombreux bahais sont confisqués. Des patentes de certains commerçants retirées. Des pressions sont exercées sur les employeurs pour licencier les salariés bahais.

Pourquoi ? Leur foi, qui a vu le jour en Iran, au XIXe siècle, est postérieure à l'islam, et à ce titre, elle n'est pas considérée comme une véritable religion par le régime. Notons que le sort des autres religions n'est pas non plus très enviable. Les zoroastriens, juifs, et chrétiens, et à un degré moindre les sunnites, sont, eux, des “*citoyens de seconde zone*”, souligne la FIDH. Victimes principalement de discrimination à l'emploi, ceux-ci ont toutefois le droit de pratiquer leur culte, et de fréquenter l'université, et ne sont pas, à notre connaissance, soumis à une pression constante pour renier leur foi.

Dans les années qui ont suivi la révolution, la répression contre les bahais a été féroce. Au début des années 1980, plus de 200 bahais, parmi les membres les plus actifs, ont été exécutés pour avoir refusé de se convertir à l'islam. L'indignation de la communauté internationale a ralenti cette répression. Mais elle n'a jamais réussi à la stopper : la lutte contre les bahais est désormais larvée. Un document interne signé, en 1991, de la main d'Ali Khamenei, guide suprême de la révolution islamique, détaille une série

de recommandations pour régler ce que les autorités appellent “la question baha’ie” : “Le gouvernement traitera les baha’is de telle sorte que leur progrès et leur développement soient bloqués. (...) Il faut les expulser des universités, soit lors du processus d’admission, soit au cours de leurs études, une fois découvert qu’ils sont baha’is. (...) L’accès à l’emploi, s’ils s’affichent comme baha’is, doit leur être refusé. Toute position d’influence, dans le secteur éducatif par exemple, doit leur être refusée.”

La France figure au sixième rang des pays accueillant les boursiers iraniens. Parmi ceux-là, à coup sûr, pas un seul baha’i. Les échanges de coopération entre les deux pays comprennent des partenariats inter-universitaires, comme le programme Gundishapur – en référence à une académie des sciences qui fit la renommée de cette ville du VI^e au VIII^e siècle – qui développe une coopération scientifique et technique de haut niveau entre des équipes de recherche des deux pays en soutenant la mobilité des chercheurs. Parmi les bénéficiaires de ce projet, à coup sûr, côté iranien, pas un seul baha’i. Certes, nous ne pouvons que nous réjouir de ces échanges fructueux entre les deux pays. Mais nous refusons de cautionner, par notre silence, cette discrimination envers les étudiants et étudiantes baha’is. Elle n’a que trop duré.

La vie intellectuelle et professionnelle des baha’is d’Iran a été mise en sommeil, de la manière la plus subtile qui soit. La majorité des médecins, juristes, comptables, architectes ou ingénieurs baha’is d’Iran aujourd’hui sont proches de la retraite, et leurs enfants sans avenir. Une violence qui ne dit pas son nom, et d’autant plus cruellement ressentie que les fidèles de cette religion considèrent l’acquisition du savoir comme un devoir sacré : selon les commandements baha’is, la connaissance, en particulier celle des arts et des sciences, est la base du progrès de l’homme.

Ils n’ont d’ailleurs pas renoncé à éduquer leurs fils et leurs filles. Depuis 1987, ils agissent, à leur échelle. Ils ont mis en place une université gratuite, dirigée par des enseignants bénévoles, dans l’intimité des maisons, avec ses ordinateurs personnels, ses bibliothèques, et même ses examens. Cette université virtuelle est soumise au harcèlement de l’Etat, qui confisque du matériel, des copies d’examen, voire arrête ses responsables. Malgré cela, ses diplômés en psychologie, informatique, comptabilité, lettres, biologie, pharmacie, droit, études dentaires, sont reconnus par certains employeurs en Iran, et par certaines universités à l’étranger. Mais les ressources sont faibles, comparées au millier de jeunes à former par an. Un bachelier baha’i sur dix peut en bénéficier aujourd’hui : seuls les plus autonomes et les plus brillants sont formés dans ces écoles supérieures artisanales et très sélectives. Les 90 % qui restent grossissent les rangs de la génération sacrifiée.

Le sort des étudiants baha’is d’Iran n’est pas une fatalité. D’abord parce que l’Iran a les ambitions et les moyens d’une société moderne : le niveau d’études de sa population, dans le pays d’Avicenne, de Hafez, et de certains des plus grands cinéastes contemporains, est un des plus élevés de cette région du monde. La qualité de son système universitaire est reconnue. Il accorde par ailleurs une large place aux femmes : contrairement aux idées reçues, les étudiantes sont plus nombreuses que les étudiants en Iran. Le sort des jeunes baha’is n’est pas une fatalité, enfin, parce que le gouvernement iranien est sensible plus qu’on ne le pense à la pression des défenseurs des droits de l’homme.

Tout être humain a droit au savoir, quelles que soient ses origines. Nous sommes solidaires de ces jeunes qui ont soif de connaissance. Nous demandons au gouvernement iranien d’accueillir dans les universités du pays tous les jeunes qui ont passé avec succès l’examen d’entrée, sans exception. Pour que cesse enfin l’épuration culturelle. ❁

Rosine Haguener, directrice de recherche au CNRS en biologie

Professeur Jean-Pierre Vernant, historien, professeur au Collège de France

Pascal Lederer, directeur de recherche au CNRS, physicien

Professeur Pierre Gilles De Gennes, professeur au Collège de France, Prix Nobel de physique

Stéphane Robert, directeur de recherche au CNRS, linguiste

Jean-Antoine Lepasant, directeur de recherche au CNRS en biologie

Myriam Chimènes, directrice de recherche au CNRS, musicologue

Professeur Sophie Vriz, enseignante chercheuse en biologie

Miguel Angel Estrella, pianiste, ambassadeur auprès de l’Unesco

Professeur Michel Volovitch, enseignant chercheur en biologie

Sophie Vassilaki, enseignante chercheuse, linguiste

Professeur Claude Cohen-Tannoudji, professeur au Collège de France, Prix Nobel de physique

Professeur François Jacob, professeur au Collège de France, Prix Nobel de médecine

Professeur François Gros, professeur en biologie au Collège de France

Professeur Isabelle This-Saint Jean, enseignante chercheuse, économiste

Le Monde.fr, 14 décembre 2005 - www.lemonde.fr

En Australie, l'enseignement dispensé par les bahá'ís dans les écoles publiques rencontre un large succès

A Perth en Australie, Faegh Evans, une bénévole bahá'íe, anime un cours dans une école publique.



Les parents apprécient les enseignements bahá'ís sur les valeurs morales et le respect des cultures et des religions. Des cours sont proposés dans environ 300 écoles publiques du pays.

SYDNEY, Australie – Comme beaucoup d'autres parents de par le monde, Vicki Thomas tient à ce que ses enfants reçoivent un enseignement religieux.

« Mes enfants sont très jeunes et n'ont pas besoin pour le moment d'un enseignement trop poussé, mais je pense que c'est important pour eux d'avoir une éducation religieuse », dit cette jeune femme de 33 ans résidant dans la banlieue-nord de Sydney.

Le fait qu'elle ait opté pour l'enseignement bahá'í peut sembler surprenant sachant qu'elle est issue d'un milieu catholique. Elle a malgré tout décidé d'envoyer ses trois enfants aux cours bahá'ís qui se tiennent dans leur école primaire. « J'aimais l'ouverture d'esprit du programme bahá'í », dit-elle.

Au total, environ 6 000 enfants de toutes confessions assistent à ces cours dispensés par les bahá'ís dans plus de 300 écoles primaires publiques dans le cadre d'une loi votée il y a un siècle obligeant les écoles à offrir une instruction religieuse lorsque les parents le souhaitent.

Importance des valeurs morales

Conformément au principe bahá'í selon lequel toutes les grandes religions du monde ont la même origine divine et ont été révélées progressivement à l'humanité, le programme BESS (Bahá'í Education in State Schools - Education bahá'íe dans les écoles publiques) comprend une introduction à toutes les grandes religions du monde.

Ce programme met l'accent sur les valeurs morales telles qu'elles sont enseignées dans toutes les religions : la patience, l'honnêteté et la compassion, ainsi que les grands principes sociaux tels que l'unité de l'humanité, l'égalité de l'homme et de la femme et la tolérance raciale et religieuse.

« Les parents apprécient le fait que nous apprenons aux élèves à respecter les différentes cultures et religions du monde », dit Yvonne Perkins, porte-parole de la communauté bahá'íe d'Australie qui compte environ 10 000 membres.

« Ils aiment aussi le fondement moral du programme et le fait que nous encourageons les enfants à s'interroger sur leur

comportement et la façon dont ils peuvent l'améliorer pour contribuer à l'établissement d'un monde meilleur. »

En Australie, contrairement à d'autres pays, l'éducation religieuse dans les écoles publiques n'est pas interdite en vertu du principe de séparation de l'église et de l'Etat. L'éducation religieuse générale fait souvent partie du programme d'étude, bien que des prières ne soient pas récitées et qu'aucune religion ne soit désignée comme unique détentrice de la vérité.

En plus de cela, la plupart des Etats et territoires autorisent les étudiants à suivre un enseignement religieux spécifique à l'école. C'est ce qu'on appelle « l'éducation religieuse spéciale ». Elle est dispensée par les formations religieuses elles-mêmes, mais l'Etat contrôle et gère les cours.

Dans l'ouest de l'Australie, c'est le Département d'éducation et de formation qui contrôle les programmes des différentes formations religieuses qui souhaitent dispenser des cours dans les écoles.

Brian Rogers, responsable des programmes dans ce Département note que « le programme bahá'í, intitulé le 'Peace Pack', a été contrôlé par le Département qui a autorisé des bahá'ís formés à cet effet à dispenser ces cours ». Il ajoute : « Avant de donner son autorisation, le Département examine plus l'approche pédagogique que le contenu particulier du programme dont le choix est laissé à l'appréciation des différentes formations religieuses. »

Les bahá'ís enseignent la religion en Australie depuis 1960. Les premières classes ont été ouvertes dans les écoles locales par des mères bahá'ies soucieuses de donner une instruction religieuse à leurs enfants. Le programme BESS existe officiellement depuis la fin des années 1980, date à laquelle le gouvernement de l'Etat de Nouvelle Galles du Sud a officialisé la communauté bahá'ie en tant qu'entité habilitée à enseigner la religion dans les écoles.

Aujourd'hui, des centaines de volontaires bahá'ís enseignent le programme BESS dans la plupart des Etats du pays. Ils suivent une formation continue en matière d'éducation religieuse et de protection de l'enfant et ils sont enregistrés conformément à la politique des départements d'éducation des différents Etats. Ils utilisent des matériels pédagogiques mis au point spécialement pour le programme BESS par des éducateurs professionnels bahá'ís.

Priorité aux valeurs

Au-delà des principes de base de la foi bahá'ie, le programme BESS couvre également les autres grandes religions ainsi

que les cultures du monde. Les enfants font partager aux autres leur patrimoine culturel à travers le chant et l'artisanat. Le programme prévoit aussi des temps de prière et de méditation.

Les responsables gouvernementaux reconnaissent le besoin d'éducation religieuse et l'acquisition des valeurs dans une Australie de plus en plus multiculturelle.

Selon M. Rogers, la section « Société et environnement » du Département d'éducation et de formation reconnaît qu'à tous les niveaux de scolarité il est important d'étudier la diversité de l'interaction entre les cultures, les croyances et les pratiques du passé et d'aujourd'hui. C'est ainsi que le programme d'étude encourage les élèves à respecter le patrimoine culturel et à défendre la justice sociale.

Le programme BESS s'attache en particulier à encourager chaque enfant à reconnaître les qualités qui lui sont propres et celles qu'il doit développer.

Un principe bahá'í pleinement appliqué dans ces classes est que l'éducation doit faciliter la capacité des individus à développer une pensée indépendante et objective. C'est pourquoi les enseignants ne cherchent aucunement à convertir ou à endoctriner leurs élèves. Ils les encouragent plutôt à se poser des questions et à se mettre au service de l'humanité.

« Nous constatons que l'intérêt et la participation au programme BESS augmentent constamment, en particulier depuis une dizaine d'années », dit Mme Perkins, porte-parole des bahá'ís. « Les classes sont de plus en plus nombreuses et

« Les parents apprécient le fait que nous apprenons aux élèves à respecter les différentes cultures et religions du monde. »

**- Yvonne Perkins,
communauté bahá'ie
d'Australie**

Une classe BESS dans une école publique de Brisbane. A droite, Shidan Toloui-Wallace, l'enseignante.



Grant Hindin Miller, artiste néo-zélandais donnant un concert dans une école de Brisbane (Queensland).



de plus en plus fréquentées, en grande partie grâce au bouche-à-oreille et aux résultats que les parents constatent chez leurs enfants. »

« Les enfants adorent ce type d'enseignement, le programme est très varié et l'art, l'artisanat, la méditation et les histoires qui sont contées stimulent l'imagination. » S'y ajoutent le chant, la danse, des jeux et d'autres activités participatives.

Nombre d'enseignants s'inspirent d'un programme bahá'í, le « Peace Pack », mis au point par une enseignante professionnelle, Georgina Sounness et une illustratrice, Terri Turner qui ont commencé à écrire les livres après avoir ouvert elles-mêmes une classe en 1993.

Georgina Sounness explique « c'était très décourageant car nous nous sommes rendu compte que nous pouvions accueillir beaucoup plus d'élèves mais que nous ne disposions pas des matériels pédagogiques nécessaires pour faire appel à d'autres volontaires ».

Une classe suivant le programme « Education bahá'íe dans les écoles publiques » (BESS).



Le « Peace Pack » est un cours en quatre parties destiné à différents groupes d'âge, qui comporte un CD de chansons pour enfants, compilées par le musicien australien Greg Parker. Le programme porte sur l'unité raciale, l'égalité des sexes, l'élimination nécessaire de la pauvreté, et l'importance primordiale de l'éducation pour la paix et la prospérité dans le monde. « Tout l'enjeu consiste à faire comprendre aux enfants que la paix est possible et à leur donner les outils nécessaires pour être des artisans de paix et les aider en ce sens. »

Par exemple, pour que les enfants puissent imaginer à quoi pourrait ressembler un monde de paix, on leur demande de construire une « maison de la paix ». A l'aide de carton et de peinture ils doivent construire une maison où les habitants, « citoyens du monde » se sentiraient heureux et confortables – et ce, pour toutes sortes de raisons : l'égalité entre les hommes et les femmes, le bien-être économique, l'éducation pour tous ou encore la compréhension entre personnes de religion différentes.

« Les enfants trouvent l'idée amusante : on leur donne du carton, du feutre, des bâtons de crème glacée et ils comprennent tout de suite que si une seule ardoise manque la maison n'est pas terminée... Pour bâtir la paix, il faut réaliser l'unité de l'humanité ou l'égalité entre les sexes. »

Changements dans le comportement

La réaction des parents au programme BESS a été massivement positive. « Certains parents ont appelé pour nous remercier », dit encore Mme Sounness. « Ils veulent donner une éducation spirituelle à leurs enfants, mais ils ne savent souvent pas comment s'y prendre. Ils savent ce qu'on

leur apprend et tombent amoureux du programme. »

Mme Perkins raconte que nombre de parents ont remarqué une amélioration dans le comportement de leurs enfants.

Mme Sounness ajoute : « Nos enseignants partent du principe que même si les qualités d'un enfant sont cachées par les mauvaises habitudes qu'il a prises petit à petit, chacun n'en possède pas moins quelque chose d'exceptionnel. Les enseignants bahá'ís cherchent à révéler ces qualités en évitant de coller des étiquettes comme : « manque de concentration » ou « mauvaise conduite ».

« Si quelqu'un est là pour encourager un enfant à exploiter ce qui est bon en lui, une fois par semaine, au lieu de se polariser sur ce qu'il fait de mal, sa vie peut être changée du tout au tout. »

Robert Chivers, concepteur de programmes informatiques à Perth qui a enseigné le programme BESS pendant trois années, dit que les parents remarquent souvent un changement d'attitude chez leurs enfants après les cours, ils sont plus calmes et parlent des vertus.

Venus Nasrabadi a commencé à enseigner comme volontaire lorsque ses propres enfants en ont eu besoin, et cela fait maintenant huit ans qu'elle enseigne. Le nombre d'élèves dans sa classe a considérablement augmenté.

« Cette année, j'ai commencé avec trois élèves, dont mon fils, mais comme les parents me connaissent et connaissent mes enfants, ils ont envoyé les leurs, et j'ai terminé l'année avec 29 élèves. »

« Je cherche toujours à leur faire faire

un maximum d'activités créatrices illustrant les thèmes enseignés en classe. A propos de Moïse et de l'introduction au judaïsme, par exemple, nous avons fabriqué des paniers en papier pour rappeler que Moïse a été mis dans un panier et déposé au bord du fleuve par ses parents. »

Michelle Ostowari, mariée à un Zoroastrien, a choisi le programme BESS parce que c'est ce programme qui se rapproche le plus de la religion de son mari.

« C'est formidable, parce que sinon nous aurions été obligés d'envoyer nos enfants dans ce genre de classes où l'on se contente de les faire assoir les bras croisés », dit Mme Ostowari. « Ma fille assiste à ces classes depuis le jardin d'enfants et elle est maintenant en 5^{ème} année ; mon fils ira aux cours dès qu'il entrera à l'école l'année prochaine.

« Les classes ont été très positives pour ma fille ; elle est devenue véritablement tolérante. Juifs, musulmans ou autres, elle s'entend avec tout le monde et nous sommes ravis de constater que pour elle la religion ne sera jamais un obstacle à l'amitié. »

Mme Thomas, qui habite dans la banlieue de Sydney, dit que ses enfants semblent eux aussi très satisfaits de l'enseignement bahá'í.

« L'accent est mis sur la paix et l'unité, et les enfants aiment ça. Ils rentrent à la maison avec de jolis devoirs à faire et un cahier rempli de belles citations. Tout ceci est fait avec un très bon esprit et ne peut que leur faire du bien. C'est l'un des points forts de la semaine, ils attendent le mardi matin avec beaucoup d'impatience ! » ☺

- Corinne Podger

« Les classes ont été très positives pour ma fille ; elle est devenue véritablement tolérante. Juifs, musulmans ou autres, elle s'entend avec tout le monde et nous sommes ravis de constater que pour elle la religion ne sera jamais un obstacle à l'amitié. »

- Michelle Ostowari



En mars dernier, un groupe d'enseignants bahá'ís s'est réuni à Brisbane pour un échange d'idées et de moyens pour les classes qui appliquent le programme BESS. Tous sont bénévoles.

Restauration d'un bâtiment historique en Israël



C'est dans la forteresse historique, construite à Saint-Jean-d'Acre (Israël) sur des fondations datant des croisés, que Bahá'u'lláh a été emprisonné pendant plus de deux ans sous l'empire ottoman. Il était détenu dans la pièce située derrière les fenêtres de droite de l'étage supérieur du bâtiment.

A KKA, Israël – A la fin des années 1860, les pèlerins bahá'ís parcouraient des centaines de kilomètres depuis la Perse, marchant à travers des montagnes arides, déjouant des embuscades ennemies et faisant fi des déserts balayés par le vent, pour atteindre cette antique cité méditerranéenne située aujourd'hui au nord d'Israël.

Le but de ce pèlerinage était de rendre visite à Bahá'u'lláh, le fondateur de la foi bahá'íe, détenu dans une forteresse de Saint-Jean-d'Acre où les autorités ottomanes l'avaient exilé. Pour de nombreux pèlerins, le simple fait de contempler Son visage devait être l'expérience la plus saisissante de leur vie.

Malheureusement, beaucoup ont fait ce long chemin depuis l'Iran pour être refoulés aux portes de cette cité fortifiée. Ils sont souvent restés derrière les murs, se contentant d'apercevoir brièvement Bahá'u'lláh qui leur faisait signe de sa main depuis sa fenêtre lointaine.

Aujourd'hui encore, des milliers de bahá'ís viennent en pèlerinage dans cette même ville et la ville voisine de Haïfa. Le simple fait de voir les lieux où Bahá'u'lláh

a vécu de 1868 jusqu'à sa mort en 1892 est toujours un temps fort pour les pèlerins.

La visite de la forteresse où Bahá'u'lláh a été détenu de 1868 à 1870 est l'un des moments marquants du pèlerinage bahá'í. En effet, il s'agit du lieu où Il a révélé une partie de ses Ecrits les plus connus, dont la proclamation de sa mission aux rois et dirigeants religieux.

Pendant une dizaine d'années, cette partie de la forteresse est restée fermée au public pour travaux de restauration. Ces travaux sont à présent achevés et les pèlerins peuvent la visiter à nouveau.

Cette réouverture est un événement important pour tous les bahá'ís. Après des années de recherches, de réflexion approfondie et de négociations délicates, la citadelle a été enfin restaurée en conciliant la réflexion historique avec la démarche scientifique.

L'histoire de la restauration de la citadelle nous donne une leçon sur l'art du compromis dans la restauration d'un bâtiment historique. Dans le cas présent, la forteresse-prison a une importance historique non seulement pour les bahá'ís

mais aussi pour les juifs qui veulent préserver la mémoire des résistants juifs qui y ont été incarcérés et exécutés sous le mandat britannique.

« Ce qu'il y a de passionnant dans ce projet, c'est qu'il a plusieurs facettes », dit Erol Paker, architecte vivant à Jérusalem et consultant du projet. Le bâtiment a été construit il y a un millier d'années et a eu de multiples fonctions.

« Son histoire commence aux Croisades puis il a été abandonné pendant quelque temps jusqu'à ce que les Ottomans construisent une nouvelle fortification », dit M. Parker. « Bahá'u'lláh y a été incarcéré et, dans les années 1920 à 1940 des prisonniers juifs y ont été détenus sous le mandat britannique. »

Saint-Jean-d'Acre dans l'histoire

Saint-Jean-d'Acre est une cité historique qui a servi de base aux Romains, aux Perses et aux Croisés. Ces derniers lui ont donné son nom et elle leur a servi de dernière capitale ainsi que de territoire en Terre sainte.

A la fin du 19^e siècle, les Ottomans ont fait de Saint-Jean-d'Acre une colonie pénitentiaire, sorte de bagne pour les pires criminels de l'empire. L'exil dans cette ville équivalait à la peine de mort, vu l'insalubrité et la pestilence des lieux.

Le bâtiment dans lequel Bahá'u'lláh était incarcéré a été construit par les Ottomans vers 1797 au sommet de l'hospice des hospitaliers de Saint Jean, l'une des rares structures ayant survécu aux Croisés. Surplombant la Méditerranée, la citadelle de pierre est située à l'extrémité nord-ouest de l'ancienne muraille qui a su résister aux bombardements de Napoléon.

Il y a une quinzaine d'années, à l'instigation de quelques survivants parmi les prisonniers juifs, le gouvernement a décidé de transformer le site en musée. Les bahá'ís ont demandé qu'il soit également tenu compte du caractère sacré de ce lieu pour leur communauté.

La restauration

Une question s'est très vite posée au moment de la restauration : à quelle période fallait-il se référer ? Les Israéliens proposaient 1947, date de l'évasion des prisonniers juifs alors que les bahá'ís préféraient 1870, date à laquelle Bahá'u'lláh a été incarcéré.

Les discussions ont piétiné pendant des années lorsque l'on s'est aperçu qu'en creusant le sol pour restaurer les bâtiments des Croisés sous la citadelle, la structure s'était affaissée. C'est ainsi qu'il y a une dizaine d'années les autorités israéliennes

ont lancé un projet de renforcement et de restauration de la citadelle.

« Les autorités ont compris que le bâtiment était menacé », dit Albert Lincoln, secrétaire général de la Communauté internationale bahá'ie qui a négocié avec les autorités israéliennes pour le compte des bahá'ís. « Ils nous ont alors permis de donner notre avis sur le projet. »

« En fin de compte, un accord a été trouvé autour d'un compromis ingénieux selon lequel l'intérieur de l'étage supérieur de la tour nord-ouest (où se trouvait Bahá'u'lláh) serait restauré dans l'état où il se trouvait en 1920 et l'extérieur dans celui de 1947. »

La date de 1920 a été choisie plutôt que celle de 1870 pour l'intérieur parce qu'il existe peu de documentation sur la période précédant l'arrivée des Britanniques et que, selon toute vraisemblance, peu de changements ont été apportés durant les cinquante dernières années du règne ottoman.

Un autre problème était celui de l'authenticité. Sur les photos des années 1920 les fenêtres sont en bois et non en fer. « Il se trouve que les barreaux en fer ont été posés par les Britanniques dans les années 1940 », explique M. Lincoln. « Les Israéliens n'ont pas voulu les retirer sous prétexte qu'ils rendaient bien l'atmosphère. Or c'était pour nous une question d'authenticité. »

L'architecte du projet, Erol Paker, concède que ces sortes de questions et de compromis n'ont rien d'exceptionnel quand il s'agit d'une restauration historique importante. « Au bout du compte, toutes les parties ont fait quelques concessions », dit-il.

Une autre question était celle de savoir dans quelle mesure la restauration devait refléter les techniques modernes de construction et comment on pouvait obtenir un aspect authentique.

D'une manière générale, on a utilisé des matériaux traditionnels pour obtenir un résultat aussi authentique que possible. C'est ainsi que sous le toit en béton on a posé des faux plafonds en bois épais et lourd, le katrani, utilisé par les constructeurs ottomans. Par ailleurs, les murs écaillés ont été enduits à la chaux, comme au 19^e siècle.

« Nous ne voulions pas que l'ensemble paraisse trop neuf sans pour autant lui donner une patine ancienne artificielle », dit Orang Yazdani, spécialiste bahá'í de la conservation des bâtiments qui a dirigé les travaux.

« Dans cinq ans, il ressemblera plus à ce qu'il était du temps de Bahá'u'lláh, en vieillissant, il aura plus l'air d'être d'époque. » 🌀

La restauration de la citadelle nous donne une leçon sur l'art du compromis dans la restauration d'un bâtiment historique. La forteresse-prison a une importance historique non seulement pour les bahá'ís mais aussi pour certains juifs.

Copenhague + 10 : maintenir le développement social au centre des préoccupations

NATIONS UNIES - En 1995, dans l'euphorie de l'après-guerre froide qui nous faisait croire que les grands problèmes sociaux avaient pris le pas sur les problèmes de sécurité dans l'agenda international, les dirigeants du monde se sont réunis à Copenhague pour forger un nouveau plan mondial pour un développement « centré sur l'homme ».

En 2005, lors de l'examen des dix années écoulées depuis le Sommet mondial du développement social, il est cependant apparu aux yeux de nombre d'observateurs que les problèmes de sécurité avaient une fois de plus occupé le devant de la scène, avant la compassion et la justice sociale.

Dans son rapport à la Commission du développement social, le Secrétaire général des Nations Unies, Kofi Annan, indique : « Un élément nouveau et regrettable du climat international est apparu à propos du développement social : la réapparition des problèmes de sécurité au centre des débats nationaux et internationaux ».

D'aucuns ont donc considéré comme une victoire la publication, à l'issue de la 43^{ème} session de la Commission, d'une déclaration réaffirmant simplement les grands principes adoptés dix ans auparavant à Copenhague, sans aucune modification ni suppression.

Les 46 pays qui composent la Commission ont publié une déclaration dans laquelle ils soulignent que les engagements pris à Copenhague et les Objectifs du Millénaire pour le développement « se renforcent mutuellement » et sont « indispensables à une approche du développement cohérente et axée sur l'être humain ». Ils renouvellent leur « engagement à promouvoir l'intégration sociale en favorisant l'instauration de sociétés caractérisées par la stabilité, la sécurité et la justice ».

Le Sommet pour le développement social, tenu en mars 1995 à Copenhague, a été à l'époque le plus grand rassemblement de dirigeants du monde jamais organisé. 115 chefs d'Etat se sont engagés à faire de la lutte contre la pauvreté, du plein emploi et de l'intégration sociale les principaux objectifs des efforts de développement.

La Déclaration et le Programme d'Action de Copenhague lancent plus précisément un appel en faveur d'une approche du

développement économique et social globale, juste et centrée sur l'homme. Ils insistent surtout sur la nécessité de donner aux femmes et aux catégories défavorisées les moyens de se prendre en main et somment les pays industrialisés à consacrer davantage aux plus nécessiteux.

Par ailleurs, il est demandé instamment aux gouvernements de renforcer le partenariat entre la société civile et l'entreprise privée et de reconnaître l'importance du rôle des populations locales dans la formulation des politiques de développement local et régional.

Conclusions du Secrétaire général

Dans son rapport à la Commission, Kofi Annan conclut que les progrès dans la mise en œuvre des objectifs de Copenhague sont mitigés. Certains indicateurs font certes état d'une réduction de la pauvreté et d'un meilleur accès à l'éducation primaire, mais l'objectif qui sous-tend tous les autres, celui de la création d'un environnement durablement axé sur l'être humain et favorable au développement social, reste en deçà des espérances, dans la mesure où la tendance générale est de se préoccuper davantage de l'économie que de se pencher sur les êtres humains et leurs besoins.

« L'approche globale du développement mise en avant au Sommet a été perdue de vue ou a perdu de sa consistance dans l'arène politique internationale. » Si la pauvreté a pris la place qui lui revient, l'explication socio-économique de la pauvreté, telle qu'elle est présentée au Sommet, contraste avec le concept plus étroit qui prévaut aujourd'hui. En outre, les deux autres thèmes centraux du Sommet, à savoir le plein emploi et l'intégration sociale, ont été peu à peu laissés de côté sinon ignorés. »

Et le rapport d'ajouter que dans certaines régions, les statistiques ont peu évolué, certains indicateurs ayant même reculé. Alors même que l'assistance internationale au développement de l'Afrique subsaharienne a été renforcée de quelques points de pourcentage, entre 1995 et 2001, le revenu par habitant a reculé de 440 à 400 euros.

Malgré la promesse des bailleurs de fonds de renforcer l'aide internationale au développement, la plupart d'entre eux ont failli à la promesse d'octroyer 0,7% de leur PNB à cette assistance.

« Nous devons avoir une vision holistique du développement social englobant toutes les parties prenantes sans exception. »

**- Zulfikur Rahman,
conseiller, mission
permanente du
Bangladesh.**

« L'aspect positif, c'est que la démocratisation et le rôle croissant des organismes de la société civile en tant que partenaires pour le développement social ont permis de renforcer la transparence et l'obligation de rendre des comptes. Mais la mise en œuvre de la politique laisse encore à désirer. »

Dans la déclaration de la Commission, les gouvernements s'en sont également pris aux échecs les plus flagrants dans la réalisation de ces engagements, en particulier la propagation du sida et l'extrême pauvreté en Afrique. Ils ont reconnu que « dix ans après Copenhague et en dépit des efforts qui ont été faits et des progrès réalisés dans le domaine du développement économique et social, la situation de nombreux pays en développement, en particulier en Afrique, et celle des pays les moins développés et des pays en transition économique, exige une attention et une action plus soutenues ».

Les gouvernements prennent la parole

Plus de 20 ministres ont pris la parole, un nombre inhabituellement élevé pour une réunion de la Commission, ce qui témoignait du sérieux avec lequel l'ONU entendait examiner les accords de Copenhague.

La nécessité de relier la vision d'un développement global exposée à Copenhague aux objectifs du Millénaire pour le Développement adoptés en 2000 par les dirigeants du monde a été au centre de nombreuses déclarations des gouvernements, organisations gouvernementales ou agences des Nations Unies.

Aussi importants que soient les objectifs du Millénaire pour le Développement, la Commission a jugé qu'ils manquaient dans l'ensemble d'envergure.

Le forum de la société civile

Parallèlement, la société civile a tenu un forum sur le thème de la vision globale de Copenhague, auquel 150 représentants d'ONG ont participé.

« Copenhague a tracé un cadre général qui nous donne une vision d'ensemble », dit Huguette Redegel, vice-présidente du mouvement international ATD Quart Monde. « L'extrême pauvreté n'est pas seulement une question de revenus ; elle inclut aussi, par exemple, l'accès à la santé et elle est inséparable des droits de l'homme. Nous devons avoir la certitude que les objectifs du Millénaire pour le Développement ne représentent pas un pas en arrière par rapport à la Déclaration de Copenhague. »

Dans leur déclaration, les ONG disent ceci : « Nous pensons que les gouvernements du monde ont négligé les engagements pris il y a dix ans. En cette période de richesse

extraordinaire et de progrès technologique rapide, il est honteux de constater que 1,2 milliards de gens vivent dans une pauvreté extrême et chronique. »

Participation des bahá'ís

La Communauté internationale bahá'íe a participé activement au Forum et à la réunion de la Commission.

Bahiyih Chaffers, représentante de la Communauté internationale bahá'íe auprès de l'ONU, a présidé l'une des principales tables rondes du Forum. Selon Mme Chaffers, le « vieux rêve de paix mondiale » ne peut se réaliser sans une « vision dynamique de la prospérité globale » marquée par « le bien-être matériel et spirituel » de tous les habitants du monde.

Haleh Arbab Correa, représentante de la FUNDAEC, organisation de développement d'inspiration bahá'íe, a participé à un groupe de travail sur le thème « La promotion du plein emploi ». Elle a insisté sur l'importance de prendre en compte la nature spirituelle de l'homme. Rappelant que l'éducation est la clé de voûte du plein emploi, elle a insisté sur la formation des jeunes qui doit leur donner les compétences et les capacités dont ils auront besoin plus tard pour rendre le monde meilleur.

« Notre programme est centré sur les aspects spirituels, intellectuels et sociaux de l'être humain », dit-elle. L'objectif premier de cette formation est de mettre l'accent sur le service à l'humanité plutôt que sur l'enrichissement personnel pur et simple.

Madame Arbab Correa a aussi participé à une manifestation parallèle sur le thème : « La participation, ça marche : exemples réussis de lutte contre la pauvreté », à laquelle elle a présenté la FUNDAEC. « L'être humain ne doit pas être pensé comme un problème mais comme une richesse dont la participation est nécessaire pour promouvoir son propre développement. S'il reçoit une éducation suffisante, l'homme peut prendre en main son développement. »

La FUNDAEC, acronyme espagnol pour « Fondation pour l'application et l'enseignement des sciences », est une ONG ayant 30 ans d'expérience en Colombie rurale.

Trop souvent, dit Mme Arbab Correa, l'être humain est considéré comme un consommateur, un élément du marché. Or la société n'est pas une jungle, et les programmes de développement devraient viser la coopération plutôt que la concurrence. Et de conclure « l'être humain porte en lui une part de noblesse et de spiritualité. Le rôle de l'éducation et du développement est d'exploiter ce potentiel ». ☀

« L'être humain ne doit pas être pensé comme un problème. L'être humain est une richesse et sa participation est nécessaire pour promouvoir son développement. S'il reçoit une éducation suffisante, l'homme peut prendre en main son propre développement. »

- Haleh Arbab Correa, recteur, centre universitaire du bien-être rural, Colombie

Aucun Etat n'est une île : il faut repenser l'idée de sécurité collective

L'Etat-nation moderne a été fondé en partie sur l'idée que les populations qui vivent à l'intérieur de ses frontières seront plus en sécurité si elles s'unissent contre les menaces extérieures.

Or, depuis quelques années, les Etats se révèlent impuissants à garantir la sécurité. Le monde étant de plus en plus interconnecté et interdépendant, les menaces qui pèsent sur les citoyens sont devenues plus diffuses et plus difficiles à contrer.

Aujourd'hui, ces menaces sont le fait de groupuscules, appareils ou organismes qui passent facilement à travers les frontières autrefois sûres de l'Etat-nation jusqu'alors bien protégé.

Cette nouvelle réalité tient une grande place dans les conclusions du Groupe de personnalités de haut niveau sur les menaces, les défis et le changement. Nommé par le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, il se compose de 16 anciens chefs d'Etat, ministres des affaires étrangères et hautes personnalités du monde politique ou privé. Leur compétence, la force et la franchise de leurs convictions rendent très intéressant ce rapport touchant aux questions de paix et de sécurité à long terme.

Le rapport dresse le constat suivant : « Les menaces qui pèsent aujourd'hui sur le monde ne connaissent pas de frontières, elles sont liées entre elles et doivent être prises en compte aux niveaux mondial et régional ainsi qu'au niveau national. Aucun Etat, aussi puissant soit-il, ne peut à lui seul se rendre invulnérable aux menaces actuelles. »

Dans cette optique, le Groupe lance un appel à l'élargissement et à la révision de la notion de sécurité collective pour se défendre contre des menaces à grande échelle que sont le terrorisme, les armes biologiques, la guerre civile, la criminalité organisée transnationale, la dégradation de l'environnement et les maladies infectieuses.

Et il conclut : « Ce dont nous avons besoin aujourd'hui, ce n'est rien moins que d'un nouveau consensus entre des alliances qui s'érodent entre les pays riches et les pays pauvres, et entre des peuples enlisés dans une méfiance creusée par un fossé culturel apparemment de plus en plus profond. La

nature de ce consensus est simple : nous sommes tous responsables de la sécurité des autres. Et pour mettre ce consensus à l'épreuve ce qu'il faut, c'est agir. »

La Communauté internationale bahá'íe affirme depuis longtemps que la sécurité collective est le seul chemin vers une paix durable. Bahá'u'lláh n'a-t-il pas écrit, il y a plus de 140 ans, que « le bien-être de l'humanité, sa paix et sa sécurité resteront inaccessibles aussi longtemps que son unité ne sera pas fermement établie ».

Bahá'u'lláh a également affirmé que la condition essentielle pour créer ce sentiment profond d'unité était de reconnaître notre interdépendance collective tout en se penchant sur des questions telles que la pauvreté, le racisme ou l'égalité des sexes.

Dans cet esprit, la Communauté internationale bahá'íe soutient depuis longtemps les institutions internationales qui s'intéressent à la sécurité collective et défendent cette notion. Dans une lettre d'introduction à leurs propositions dans ce domaine, les bahá'ís définissent les grands principes qui guident leur approche de la question de la sécurité collective.

Les recommandations des bahá'ís s'appuient sur trois vérités apparentes : la véritable souveraineté n'est plus l'apanage des institutions de l'Etat du fait de l'interdépendance des nations ; la crise actuelle est d'ordre moral, spirituel et politique ; enfin, cette crise ne peut être surmontée que par l'établissement d'un ordre mondial représentant les peuples et les nations.

Parler d'une crise morale et spirituelle semble tout à fait pertinent alors que le plus grand danger qui semble menacer l'humanité aujourd'hui ne vient pas des nouvelles technologies ni même des idéologies politiques mais plutôt de la propagation du fanatisme religieux.

Au vingtième siècle, le bien-être collectif de l'humanité a été moins menacé par les bombes ou les balles que par des idéologies qui prônaient la supériorité d'un groupe sur un autre, que ce soit en raison de sa race, de sa nationalité ou de sa classe sociale. La pire menace était celle de l'affrontement d'un Etat contre un autre.

« Ce dont nous avons besoin aujourd'hui, ce n'est rien moins que d'un nouveau consensus entre des alliances qui s'érodent [...] La nature de ce consensus est simple : nous sommes tous responsables de la sécurité des autres. Et pour mettre ce consensus à l'épreuve ce qu'il faut, c'est agir. »

- Rapport du Groupe de travail

Aujourd'hui, la situation est différente. Les menaces les plus sérieuses viennent d'individus ou de groupuscules qui s'en prennent aux Etats, motivés souvent par leur intolérance ou leur fanatisme religieux.

Dans une lettre ouverte adressée aux dirigeants religieux il y a deux ans, le collègue administratif mondial bahá'í, s'est expliquée à ce sujet. « Chaque jour qui passe voit grandir la menace d'une conflagration mondiale attisée par un fanatisme religieux dont les conséquences sont incalculables. Un gouvernement civil ne peut en aucun cas se défendre à lui tout seul. »

Et plus loin, dans la même lettre : « Ne nous méprenons pas en pensant que les appels à la tolérance mutuelle peuvent à eux seuls éteindre des querelles qui se réclament de la bénédiction divine. La crise actuelle doit faire comprendre aux dirigeants religieux qu'ils doivent rompre avec le passé avec autant de détermination que la société s'est élevée contre des préjugés aussi malfaisants que le racisme, la discrimination sexuelle et le nationalisme. »

Analysant la situation globale en matière de sécurité, le Groupe de personnalités de haut niveau explique que la pauvreté et le sous-développement sont les causes profondes de certaines menaces potentielles à notre sécurité. Il désigne également l'intolérance religieuse.

« Les groupes terroristes internationaux se réfugient dans les Etats faibles. Ils se recrutent facilement sur fond de rancœurs nourries par la pauvreté, l'occupation étrangère et le déni des droits de l'homme et de la démocratie ; l'intolérance, religieuse

ou autre ; et les conflits civils – tout un ensemble de raisons communes à toutes les régions où guerre civile et conflits régionaux s'entrecroisent. »

En ce qui concerne la nouvelle vision de la sécurité collective proposée par le Groupe, il convient de la considérer dans une perspective la plus large possible, celle de notre unité et de notre interdépendance sous-jacentes.

Le Groupe propose d'apporter à l'ONU un certain nombre de changements structurels, dont l'élargissement du Conseil de sécurité, le renforcement du rôle de l'Assemblée générale et la revitalisation de la Commission des droits de l'homme.

Il prévoit aussi de donner plus de poids à la société civile, corroborant ainsi les conclusions d'un Groupe d'experts sur les relations entre l'ONU et la société civile qui dit que « nous pensons que la société civile et les organisations non gouvernementales peuvent apporter des idées et des perspectives intéressantes sur des questions d'intérêt mondial ».

En fin de compte, le succès ou l'échec de ces réformes dépendra de la mesure dans laquelle les dirigeants du monde - et les peuples dont ils ont la charge - reconnaissent pleinement que nous sommes désormais interdépendants et qu'il n'y a qu'une seule race humaine. Ce n'est que par la reconnaissance de notre unité essentielle, sur laquelle se fonde notre réalité matérielle et spirituelle, que l'humanité trouvera la force de rompre avec le passé et de reconnaître cette unité globale nécessaire pour passer à un niveau supérieur de sécurité collective. ☀



Maquette de la future Maison d'adoration bahá'íe qui doit être construite au Chili, au nord de la ville de Santiago.

Discours « incorrect » sur le racisme

Dans un ouvrage à la fois profond, philosophique et presque douloureux par moments tant les observations sont percutantes, Mark Perry révèle à quel point le racisme reste encore bien souvent enfoui dans l'esprit des gens, même inconsciemment.

The Last War : Racism, Spirituality and the Future of Civilization est cependant beaucoup plus qu'une polémique à propos de cette discrimination persistante. L'auteur examine à quel point le racisme, et plus précisément l'institution de l'esclavage, a rejilli à la face de la civilisation occidentale, laissant des cicatrices qu'il convient d'examiner et de comprendre de près pour pouvoir les effacer complètement.

Ce faisant, Mark Perry se livre à une réflexion profonde en ouvrant un vaste champ d'investigation allant du rôle du calvinisme dans « l'autorisation » de l'esclavage aux Etats-Unis colonial à la réflexion beaucoup plus universaliste qui avait cours au début du christianisme ; de l'échec du principe de laïcité introduit dans les sciences sociales pour « éliminer » le racisme à la conception d'un nouveau type d'urbanisme éventuellement propice à la suppression des préjugés.

L'auteur compare sa démarche à celle d'un archéologue cherchant à creuser toujours plus loin dans les couches de la culture, de la religion, de la politique et de l'histoire afin d'essayer de comprendre ce qui a permis à des hommes de traiter d'autres hommes avec une telle barbarie et pendant aussi longtemps.

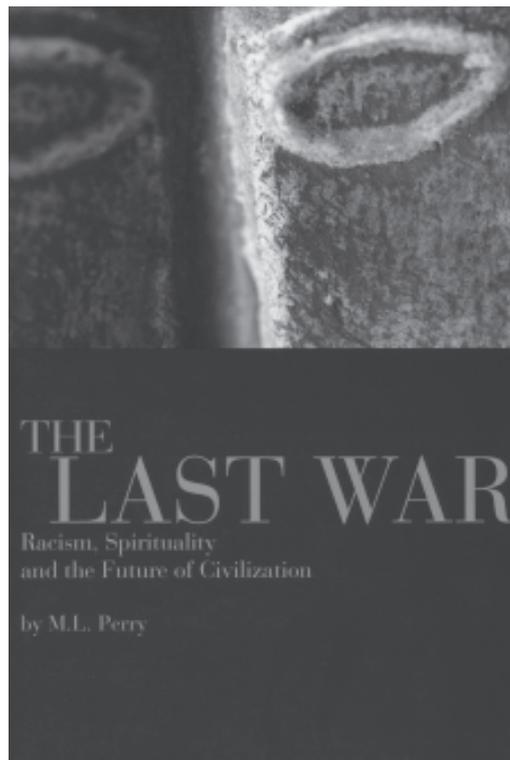
Il s'appuie sur la spiritualité et la religion comme instruments d'analyse privilégiés permettant de comprendre le fait raciste à travers l'histoire. Mark Perry décrit ainsi le processus de « perte de spiritualité » par lequel « la couleur blanche elle-même, tout comme le succès matériel, était un signe d'élection spirituelle et de faveur divine ». Avoir la peau blanche « dispensait l'individu et la communauté de devoir mettre en pratique les enseignements du Christ qui prêchent l'amour du prochain indépendamment de ses qualités physiques ou de son rang social ».

Pour entretenir cette supercherie, explique l'auteur, il fallait maintenir la séparation des églises afin d'éviter qu'en se convertissant au christianisme les esclaves puissent devenir libres, édicter des lois contre le mariage mixte ou encore des lois

autorisant l'assujettissement des esclaves par la violence.

Il conclut que le racisme est essentiellement une maladie de l'esprit, entretenue par une vision matérialiste du monde.

Mark Perry estime donc qu'on ne peut supprimer les relents du racisme que par un processus de « retour à la spiritualité ».



« Le problème du racisme ne réside pas dans l'intellect ou l'esprit mais plutôt dans le monde de l'âme où les convictions se forgent et se perpétuent », dit-il.

L'antidote proposé par l'auteur passe par un processus d'éducation généralisée selon lequel « les écoles, les organisations, les sociétés et les communautés doivent approuver sans réserve et défendre vigoureusement le principe de l'unité de l'humanité ».

En définitive, l'élimination du racisme exige selon lui une action globale nécessitant un « sursaut de la conscience » pour nous détacher de notre conception « traditionnelle, matérialiste de l'humanité et admettre que notre existence reflète la volonté d'une puissance transcendante ».

Né aux Etats-Unis, Mark Perry est issu d'une famille multiraciale, l'un de ses parents étant afro-américain. Il enseigne les sciences sociales et l'histoire des cultures à l'université américaine de Beyrouth. 🌍

**The Last War :
Racism,
Spirituality and
the Future of
Civilisation**

Mark L. Perry

George Ronald

Oxford